

DÉCLARATION COMMUNE DES SYNDICATS DU CANADA SUR L'OCCUPATION D'OTTAWA

Les syndicats du Canada luttent depuis des générations pour le droit de manifester. C'est une pierre angulaire de notre démocratie. Cependant, ce à quoi nous assistons dans les rues de la capitale du Canada depuis treize jours est tout autre chose qu'une manifestation : c'est une occupation par une foule en colère qui tente de se déguiser en manifestation pacifique.

Nous avons vu occuper des rues et des parcs de la ville et déranger des travailleurs et travailleuses, des commerces et des résidentes et résidents. Le personnel de première ligne, du commerce de détail à la santé, s'est fait intimider et harceler. Nous avons assisté à des nuisances sonores empêchant les familles de dormir. Nous avons vu des extrémistes de droite propager des messages remplis de racisme et d'intolérance et arborer le drapeau nazi et le drapeau confédéré, entre autres symboles de violence et de haine. Nous avons vu les organisateurs et organisatrices appeler non seulement à la levée de toutes les mesures de santé publique, mais aussi au renversement de notre gouvernement démocratiquement élu.

Les leaders de l'occupation comprennent des personnes qui ont exprimé de la haine islamophobe, antisémite et raciste sur les médias sociaux, des organisateurs des notoires manifestations de gilets jaunes d'extrême droite et des personnes propageant d'extrêmes théories conspirationnistes et des appels à la violence. C'est un assaut sur l'ensemble de la population canadienne et non seulement sur les gens d'Ottawa

Les syndicats du Canada s'opposent catégoriquement d'une même voix aux messages ignobles et haineux en question et condamnent le harcèlement et la violence dont ne cesse de faire l'objet la population d'Ottawa.

L'occupation des rues d'Ottawa, s'ajoutant à la vague la plus récente de la pandémie, a un effet dévastateur sur le gagne-pain de travailleurs et travailleuses et de commerces déjà en difficulté. Des travailleurs et travailleuses se font harceler et intimider uniquement parce qu'ils essaient d'assurer leur sécurité pendant qu'ils servent leur clientèle. Certains commerces doivent fermer, ce qui leur fait subir ainsi qu'à leur personnel des pertes financières qu'ils n'ont guère les moyens d'essuyer.

Cette occupation a porté à se poser de sérieuses questions au sujet de l'application inégale des forces policières. Les autorités ont adopté pendant toute la première semaine une approche passive à l'égard de l'occupation des villes et parcs de la ville, ne délivrant même pas de contravention de stationnement pendant que des poids lourds bloquaient des intersections achalandées et obligeaient des commerces locaux à fermer. C'est loin des mesures de répression prises à l'occasion des manifestations antérieures des Autochtones sur leurs revendications territoriales, de Black Lives Matter et d'autres groupes militant en faveur de l'équité ou de grévistes.

Depuis treize jours, nous avons vu les responsables du maintien de la paix et de la défense de la sécurité publique faire preuve d'un inacceptable manque de leadership. Les syndicats du Canada croient qu'une fois que la situation aura été rectifiée, une enquête en règle devrait être menée sur la réponse des gouvernements de tous les ordres à l'occupation.

La vague du variant Omicron affecte encore nos collectivités, et les systèmes de santé du Canada sont encore inondés de patientes et patients et accablés de pénuries de personnel infirmier, de médecins et d'autres travailleurs et travailleuses de la santé. Les syndicats du Canada croient qu'il est indispensable que les décisions sur la santé publique soient fondées sur la science plutôt que sur la politique ou sur des mouvements de foule en colère. Nous continuons à exiger de fortes mesures de santé et de sécurité au travail pour tous.

Les syndicats du Canada incitent les gouvernements fédéral et provinciaux à travailler de concert et à apporter sans tarder les soutiens d'urgence nécessaires aux travailleurs et travailleuses et aux commerces affectés.

Il est temps que les gouvernements de tous les ordres collaborent pour aider les personnes affectées et mettre fin au siège de la capitale du Canada.